

7 Jours Filpac Cgt

Directeur de publication : Marc Peyrade - Rédaction : Jean Gersin

Position du bureau fédéral Filpac CGT 12 mars 2015

9 avril - Ni extrême droite raciste Ni austérité à perpétuité Notre orientation c'est la lutte

L'état risque de se refermer. Un parti d'extrême droite et ses succursales néonazies (Bloc identitaire, Jeunesses Patriotiques, GUD...) tireraient bénéfice de l'austérité menée par la gauche de gouvernement après la droite sarkozyenne. Ce serait normal, puisque, selon Madame Michu, « c'est la crise ». Alors...

Le chômage de masse, le mépris des salariés, la dégradation de leurs conditions de travail, la réduction de leurs rémunération ont bien sûr une fonction : susciter la peur du déclassement créer du désespoir et favoriser la propagande basée sur le bouc émissaire, musulman, juif, étranger.

Mais la cause principale est ailleurs. Elle réside essentiellement dans les dégâts du libéralisme

Bien avant la « crise », la souveraineté nationale a été transférée à une Union européenne organisée autour de la BCE et de la monnaie unique. L'Europe n'est pas une fédération de nations volontaires, mais une coordination financière de banques spéculatrices.

Une structure bureaucratique supranationale transfère la souveraineté du suffrage universel vers le pouvoir non élu des banquiers, commissaires européens et agents du FMI. La Troïka, que la Grèce a propulsée sur le devant de la scène, est l'incarnation de ce transfert de souveraineté. Non vers une forme démocratique supérieure, mais vers le marché financier.

Cela ne s'est pas accompli en un jour. Dès les années 80, la Navale, le Charbon et l'Acier ont été détruits au nom de la division des tâches entre gouvernements fondateurs de l'Union. Et bien avant l'euro, il fut décidé par Delors et Chaban Delmas que l'Etat n'emprunterait plus pour ses dépenses qu'aux banques privées. Le modèle a été reproduit dans l'espace de Schengen. L'Etat aux mains des banquiers, l'industrie en voie de mondialisation, voilà le tableau réel.

Si bien que les populations martyrisées par la précarité, le chômage et la sous rémunération de leur travail, connaissent de surcroît la destruction de leur mode de vie par l'ordonnancement des sociétés européennes autour des impératifs de rentabilité : destruction des usines porteuses d'emplois, plus



d'hôpital de proximité, de bureau de poste, d'école, de transport en commun, parce que « ça » coûte trop cher à une société organisée comme une banque et gérée par les banquiers.

Une bonne partie de la gauche, dès le début de la vague libérale, a choisi de la servir. Ce fut l'œuvre au noir de François Mitterrand que d'initier la démarche. Gauche, alternance, cohabitation pendant plus de 30 ans ont servi au sommet de l'Etat le seul et unique mouvement de libéralisation.

Libéral veut dire anti social

La thèse centrale du patronat, « les rigidités sociales sont cause de la crise » est devenue la devise de la république. Et les pouvoirs publics, dès après les lois Auroux de 1982, n'ont eu de cesse que de mettre à bas l'édifice social issu de 1936 et de la Libération. Ce que Denis Kessler, âme grise du patronat, avait clairement revendiqué : « Notre programme ? Détruire celui du Conseil National de la Résistance. »

Le 22 mars marque un tournant : le rejet de masse de l'austérité d'Etat est en partie capté par une orientation nationaliste, « c'était mieux avant » se doublant d'une agressivité raciste multiforme. Le terrain a été libre à cette vieille extrême droite activiste par le recul et la quasi disparition des formations militantes du mouvement ouvrier, empêtrées dans les remords du XX^e siècle raté.



Alors ? La Filpac CGT, reprenant l'idée développée à diverses reprises dans 7 Jours et par ses syndicats et ses congrès, établit la position suivante, porteuse d'espoir de combats à livrer : Ni extrême droite raciste ni austérité à perpétuité - Notre orientation c'est la lutte.

Il s'agit autant d'un slogan pour le 9 avril que d'une ligne de conduite à terme

Tournant le dos au renoncement et au repli à l'entreprise, cette orientation suppose une action permanente pour susciter les mobilisations les plus larges sur les revendications les plus claires.

C'est la seule voie pour éviter d'être éclaboussé par le naufrage de la gauche de gouvernement et de se mettre en position de combat contre l'extrême droite. Il s'agit de développer, promouvoir et construire à grande échelle un syndicalisme de défense des salariés et de transformation sociale.

Notre orientation c'est la lutte ? Continuons de passer du dire au faire. Avec toute la CGT, construisons un 9 avril sur cette base.